

# Loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé, de catastrophe et de situation d'urgence (LPBC)

du ...

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*

vu l'art. 61, al. 1 et 2, de la Constitution<sup>1</sup>,

en exécution de la Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé<sup>2</sup> (Convention),

en exécution du Règlement d'exécution du 14 mai 1954 de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé<sup>3</sup> (Règlement d'exécution),

en exécution du Protocole de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé<sup>4</sup> (Premier protocole),

en exécution du Deuxième protocole du 26 mars 1999 relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé<sup>5</sup> (Deuxième protocole),

vu le message du Conseil fédéral du ...<sup>6</sup>,

*arrête:*

## Section 1 Dispositions générales

### Art. 1 Objet

La présente loi définit:

- a. les mesures de protection des biens culturels à prendre en cas de conflit armé, de catastrophe et de situation d'urgence;
- b. les tâches de la Confédération et des cantons ainsi que leur collaboration dans le domaine de la protection des biens culturels en cas de conflit armé, de catastrophe et de situation d'urgence.

RS ...

1 RS 101

2 RS 0.520.3

3 RS 0.520.31

4 RS 0.520.32

5 RS 0.520.33

6 FF ...

## **Art. 2** Définitions

Au sens de la présente loi, on entend par:

- a. *biens culturels*: les biens, les édifices et les centres visés à l'art. 1 de la Convention;
- b. *abris pour biens culturels*: des dépôts protégés destinés à abriter les pièces les plus importantes des collections et des archives de biens culturels d'importance nationale;
- c. *refuge*: des locaux protégés mis à disposition par la Confédération destinés à la garde en dépôt momentanée à titre fiduciaire, pour une durée déterminée, de biens culturels meubles étrangers faisant partie du patrimoine culturel d'un Etat et gravement menacés sur le territoire de l'Etat qui les possède ou les détient.

## **Section 2 Tâches et collaboration dans le domaine de la protection des biens culturels**

### **Art. 3** Tâches de la Confédération

<sup>1</sup> La Confédération prépare et exécute les mesures de protection des biens culturels qui sont sa propriété ou qui lui sont confiés.

<sup>2</sup> Elle peut coordonner les mesures préparatoires d'intérêt national.

<sup>3</sup> Elle entretient des contacts à l'échelon international dans le domaine de la protection des biens culturels.

<sup>4</sup> Elle peut prescrire des mesures obligatoires de protection des biens culturels à la conservation desquels la Suisse est intéressée en tant qu'Etat et des mesures obligatoires permettant d'exécuter la Convention et le Deuxième protocole.

<sup>5</sup> Le Conseil fédéral règle le classement des biens culturels en catégories et en définit les critères.

### **Art. 4** Tâches de l'Office fédéral de la protection de la population

L'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) a les tâches suivantes dans le domaine de la protection des biens culturels:

- a. il conseille et soutient les autorités fédérales dans le domaine de la protection des biens culturels et assure la coordination des travaux;
- b. il conseille les autorités cantonales dans le domaine de la protection des biens culturels et les soutient dans la préparation et l'exécution des mesures relevant de leur compétence;
- c. il informe et conseille des tiers dans le domaine des biens culturels;
- d. il tient un inventaire des biens culturels d'importance nationale et régionale (Inventaire PBC), le soumet au Conseil fédéral pour approbation et le publie;

- e. il gère le système d'information géographique de la protection des biens culturels;
- f. il coordonne les tâches relatives aux demandes d'obtention de la protection spéciale ou de la protection renforcée;
- g. il forme les cadres de la protection civile responsables de la protection des biens culturels;
- h. il peut former le personnel des institutions culturelles dans le domaine de la protection des biens culturels. Le Conseil fédéral peut prévoir des exigences minimales en matière de formation.

**Art. 5** Tâches des cantons

<sup>1</sup> Les cantons désignent une autorité compétente en matière de protection des biens culturels.

<sup>2</sup> Ils établissent une liste des biens culturels situés sur leur territoire qu'il y a lieu de protéger en cas de conflit armé, de catastrophe ou de situation d'urgence.

<sup>3</sup> Ils élaborent, pour leurs biens culturels, une documentation et des reproductions photographiques.

<sup>4</sup> Ils planifient des mesures d'urgence en cas d'incendie ou d'effondrement d'édifice.

<sup>5</sup> Ils mettent à disposition des abris pour biens culturels.

<sup>6</sup> Ils forment des spécialistes de la protection des biens culturels au sein de la protection civile.

**Section 3 Mesures de protection des biens culturels**

**Art. 6**

<sup>1</sup> La protection des biens culturels comprend leur sauvegarde au sens de l'art. 5 du Deuxième protocole et leur respect au sens de l'art. 6 du Deuxième protocole.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes prennent toutes les mesures civiles d'ordre matériel ou organisationnel propres à prévenir ou à atténuer les effets dommageables, pour les biens culturels, d'un conflit armé, d'une catastrophe ou d'une situation d'urgence.

**Section 4 Catégories de protection**

**Art. 7** Protection spéciale

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral peut, pour un bien culturel d'importance nationale, déposer auprès de l'Unesco une demande d'obtention de la protection spéciale au sens des art. 8 à 11 de la Convention.

<sup>2</sup> Le dépôt d'une demande est proposé au Conseil fédéral par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), en accord avec le Département fédéral de l'intérieur (DFI).

#### **Art. 8** Protection renforcée

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral peut, pour un bien culturel d'importance nationale, déposer auprès de l'Unesco une demande d'obtention de la protection renforcée au sens des art. 10 à 14 du Deuxième protocole.

<sup>2</sup> Le dépôt d'une demande est proposé au Conseil fédéral par le DDPS, en accord avec le DFI.

### **Section 5 Signe distinctif des biens culturels**

#### **Art. 9** Signe distinctif

<sup>1</sup> Le signe distinctif de la Convention consiste en un écu, pointu en bas, écartelé en sautoir de bleu-roi et de blanc; un écusson formé d'un carré bleu-roi dont un des angles s'inscrit dans la pointe de l'écusson, et d'un triangle bleu-roi au-dessus du carré, les deux délimitant un triangle blanc de chaque côté.



<sup>2</sup> Le Conseil fédéral définit les prescriptions techniques applicables à la fabrication du signe distinctif.

#### **Art. 10** Utilisation du signe distinctif

<sup>1</sup> Les biens culturels d'importance nationale sont signalés par un signe distinctif isolé.

<sup>2</sup> Les biens culturels placés sous protection spéciale sont signalés par un signe distinctif répété trois fois.

<sup>3</sup> Les biens culturels placés sous protection renforcée sont signalés par un signe distinctif au moins.

<sup>4</sup> Au surplus, l'utilisation du signe distinctif est régie par l'art. 17 de la Convention.

## **Art. 11**           Signalisation

<sup>1</sup> Le signe distinctif est apposé sur ordre du Conseil fédéral en cas de mobilisation de l'armée ou de mise sur pied de la protection civile en vue d'un conflit armé.

<sup>2</sup> Les cantons peuvent apposer en temps de paix déjà le signe distinctif sur les biens culturels d'importance nationale situés sur leur territoire.

## **Section 6 Refuge**

### **Art. 12**

<sup>1</sup> Lorsque des biens culturels sont menacés par des conflits armés, des catastrophes ou des situations d'urgence, la Confédération peut mettre à disposition un refuge au sens de l'art. 2, let. c, si la garde en dépôt à titre fiduciaire desdits biens culturels est placée sous le patronage de l'Unesco.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral peut conclure à cet effet des traités internationaux. Ces traités fixent notamment:

- a. les modalités et les conditions du transport des biens culturels;
- b. l'assurance des biens culturels;
- c. la responsabilité des biens culturels;
- d. la protection, la conservation et l'entretien des biens culturels;
- e. la prise en charge des coûts du transport, de l'assurance, du dépôt et de la conservation des biens culturels;
- f. l'accessibilité aux biens culturels;
- g. les modalités et les conditions d'exposition et d'étude des biens culturels;
- h. la durée du dépôt;
- i. les modalités et les conditions de retour des biens culturels à l'Etat d'origine.

## **Section 7 Financement**

### **Art. 13**           Prise en charge des frais

La Confédération prend en charge:

- a. les frais relatifs à l'accomplissement de ses tâches conformément aux art. 3 et 4;
- b. les frais que lui occasionnent son concours en qualité de puissance protectrice, la participation à la surveillance internationale des transports de biens culturels et l'accomplissement de tâches de contrôle international au sens des dispositions de la Convention;

- c. la rémunération et les frais du commissaire général aux biens culturels, des inspecteurs, des inspecteurs, des experts et des délégués des puissances protectrices au sens de l'art. 10 du Règlement d'exécution.

## **Section 8 Dispositions pénales**

### **Art. 14** Utilisation abusive du signe distinctif

Quiconque, intentionnellement et sans droit, pour obtenir la protection du droit international public ou un autre avantage, fait usage du signe distinctif ou de l'appellation «écusson des biens culturels» ou de tout autre signe ou appellation pouvant prêter à confusion, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

### **Art. 15** Utilisation abusive du signe distinctif à des fins commerciales

<sup>1</sup> Quiconque, intentionnellement et sans droit, fait figurer le signe distinctif ou l'appellation «écusson des biens culturels» ou tout autre signe ou appellation pouvant prêter à confusion sur des enseignes, des papiers de commerce, des marchandises ou sur leur emballage, ou vend, met en vente ou met en circulation d'une autre manière des marchandises ainsi marquées, est puni d'une amende de 10 000 francs au plus.

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, la peine est une amende de 5000 francs au plus.

### **Art. 16** Entrave et opposition à l'exécution de mesures de protection

<sup>1</sup> Quiconque entrave ou empêche l'exécution de mesures de protection ordonnées par l'OFPP ou, sans droit, enlève ou rend méconnaissables les signes distinctifs apposés pour signaler des biens culturels protégés, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

<sup>2</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une peine privative de liberté de six mois au plus ou d'une peine pécuniaire.

### **Art. 17** Infractions à d'autres lois

La poursuite pénale fondée sur d'autres lois est réservée.

### **Art. 18** Poursuite pénale

La poursuite et le jugement d'infractions incombent aux cantons.

---

## Section 9 Dispositions finales

### **Art. 19** Exécution

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution.

<sup>2</sup> L'exécution incombe pour le surplus aux cantons.

### **Art. 20** Abrogation du droit en vigueur

La loi fédérale du 6 octobre 1966 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé<sup>7</sup> est abrogée.

### **Art. 21** Modification du droit en vigueur

La loi fédérale du 4 octobre 2002 sur la protection de la population et sur la protection civile<sup>8</sup> est modifiée comme suit:

*Art. 46, al. 5*

<sup>5</sup> Le Conseil fédéral définit les exigences minimales relatives aux mesures de construction en matière de protection des biens culturels et aux abris pour biens culturels.

### **Art. 22** Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

...

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Ueli Maurer

La chancelière de la Confédération, Corina Casanova

<sup>7</sup> RO 1968 1065, 1991 857, 2007 5779, 2008 3437, 2011 5891

<sup>8</sup> RS 520.1